

## Introduction conférence de presse du 12 février

### SNUipp/FSU 25

Notre grève et plus largement notre mobilisation exprimeraient un malaise ou une frilosité de notre part puisque comme à notre habitude, les enseignants français souhaiteraient que rien ne bouge et en creux, seul le gouvernement voudrait donc lutter contre les inégalités scolaires, les inégalités sociales. Lui seul semblerait savoir ce qu'il faut pour l'école et plus largement pour les enseignants du 1<sup>er</sup> degré.

Cette position du gouvernement, la médiatisation uniquement dirigée dans ce sens interroge le SNUipp/FSU :

Comment le ministre de l'Education peut-il apparaître comme un professionnel de l'Education quand il veut réformer le contenant avant le contenu, c'est-à-dire l'emploi du temps scolaire avant de réformer les contenus et les méthodes d'enseignement, les programmes, la formation, l'évaluation ... ?

Comment se dire porteur d'un changement des contenus d'enseignements quand aucune rupture réelle avec le socle commun de la loi Fillon n'est avancée ?

Comment peut-il affirmer que tous les chronobiologistes sont en faveur de sa réforme ne serait-ce qu'au regard de la lettre ouverte au premier ministre écrite par Claire Leconte ?

Quelle manque de connaissance ou de compréhension quand le ministre affirme que le plus de maître que de classe va s'appliquer dès la rentrée 2013 répondant ainsi aux attentes du SNUipp/FSU ! Ce mandat historique du SNUipp/FSU prévoit la déconnexion du temps de travail des enseignants et du temps de classe des élèves et est donc en lien avec une baisse du temps de service des enseignants, ainsi qu'avec une transformation du contenu de nos obligations de service. Le compte n'y sera pas.

Peut-on vraiment présenter le Ministre comme seul défenseur de l'intérêt de l'enfant quand celui-ci s'obstine à maintenir le calendrier scolaire pour l'année prochaine qui prévoit 10 semaines à la suite en mai/juin pour les élèves de la zone C, alors qu'il a été rejeté par la FCPE, les syndicats. Il est facile de comprendre que le Ministre, en maintenant ce calendrier scolaire n'avait qu'un seul but : préserver les intérêts du lobby du tourisme.

Est-ce encore l'intérêt de l'enfant qui a guidé le Ministre lorsqu'il répond aux problèmes rencontrés dans le cadre des activités péri scolaires par l'augmentation du nombre d'enfants par adulte encadrant ces activités ?

Quelle ignorance ou mauvaise foi quand il dit que la France est le dernier de la classe en termes de longueur des journées et du faible nombre de journées d'enseignement au sein de l'union européenne. A-t-il lu les derniers rapports analysant les différences des systèmes éducatifs au sein des pays de l'OCDE ? Certainement pas ... sinon il dirait aussi que les effectifs moyens dans les classes des écoles françaises sont parmi les plus hauts, et que la formation et les salaires des enseignants français sont parmi les plus mauvais. Comment est-il possible de dire que l'on veut changer la société

et assumer une politique qui continue à considérer tous les services publics et leurs agents comme un coût et non pas comme un investissement ?

Alors oui, les experts ont débattu des rythmes scolaires depuis 10, 20, 30 ans ... mais ceux-ci se rendent-ils compte que sur le terrain, il n'a pas été donné possibilité aux enseignants, aux parents d'élèves, aux Atsem, aux animateurs de débattre ensemble de ces questions ?

Imaginons qu'ils aient raison, que leur réforme des rythmes soit bonne et applicable dès septembre 2013, une question se poserait tout de même : est-il possible de changer l'école sans ou contre les enseignants, les agents des collectivités territoriales, les parents d'élèves ... ?

Au niveau des conditions salariales enfin, les élus semblent prendre conscience de la chute libre du pouvoir d'achat des enseignants du premier degré ... c'est sans doute la raison pour laquelle on entend désormais parler d'une éventuelle prime de 400 euros pour les enseignants du 1<sup>er</sup> degré. Changement de posture donc du ministre après qu'il ait dit que les enseignants du premier degré allaient devoir travailler plus sans aucune revalorisation ... notre vocation et notre attachement sans faille au service public d'éducation justifiant bien, à ses yeux, quelques sacrifices supplémentaires de notre part au nom de la crise économique mondiale et de la politique d'austérité qui l'accompagne et que la FSU dénonce. Mais ce n'est pas de prime, qui représentera d'ailleurs 11,11 euros par mercredi travaillés dans le cadre du décret sur les rythmes scolaires que nous voulons. Pas besoin de négocier pour envisager dès à présent l'abrogation de la journée de carence, l'augmentation du point d'indice et remédier à la baisse du pouvoir d'achat des enseignants du premier degré et dont fait parfaitement état l'OCDE dans son rapport « regards sur l'éducation 2012 » !

Les enseignants se sentent à la fois trahis et méprisés. Ce n'est pas de l'inquiétude, de l'incompréhension, de la frilosité qui s'expriment mais bien de la colère et elle est plus que légitime ! C'est à une vraie rupture qu'appelle le SNUipp/FSU. Non par goût de la contestation ou de l'immobilisme, mais bien parce que nous voulons vraiment changer l'école. Mais changer, c'est pour du mieux, du mieux pour tous les élèves et tous les enseignants.